



Etablissement Français du Sang Occitanie  
Avenue de Grande Bretagne – BP3210  
31027 Toulouse cedex 3

## **CONTROLE DU REJET DES EFFLUENTS DE LABORATOIRES POUR L'ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG OCCITANIE**

**Marché public de services**

**Procédure adaptée**

(Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique)

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

(Commun à tous les lots)

---

**Référence de la consultation / TBA : EFSOCPM267**

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1 - CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES .....</b>	<b>4</b>
1.1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES .....	4
1.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES .....	4
1.2.1. Sites concernés .....	4
1.2.2. Paramètres à mesurer .....	5
1.2.3. Fréquence .....	5
1.2.4. Exigences .....	5
1.2.5. Spécifications techniques .....	5
1.2.6. Livrables attendus .....	5
1.2.7. Contrôles supplémentaires .....	6
1.2.8. Accompagnement du Titulaire à l'EFS .....	6
1.3. CONFIDENTIALITE, SECURITE DES ACCES .....	6
1.4. SECURITE ET HYGIENE .....	6
1.5. PLAN DE PREVENTION .....	6
1.6. MANAGEMENT DU MARCHE .....	7
1.6.1. Interlocuteur unique du Titulaire .....	7
1.6.2. Personnel affecté au marché .....	7
1.6.3. Réunions de marché .....	7
1.6.4. Audits .....	8
<b>PARTIE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>9</b>
2.1. OBJET DU MARCHE PUBLIC .....	9
2.2. PROCEDURE DE PASSATION .....	9
2.3. MARCHE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLES POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	9
2.4. ALLOTISSEMENT .....	9
2.5. FORME DU MARCHE PUBLIC .....	9
2.6. ESTIMATION DU MARCHE PUBLIC .....	9
2.7. DUREE DU MARCHE PUBLIC .....	10
2.8. LANGUE D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC .....	10
2.9. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC .....	10
2.10. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC .....	11
2.10.1. Développement durable .....	11
2.10.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande .....	11
2.11. PENALITES .....	12
2.11.1. Pénalités de retard .....	12
2.11.2. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat .....	13
2.12. SOUS-TRAITANCE .....	13
2.13. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC .....	14
2.13.1. Modifications relatives au Titulaire .....	14
2.13.2. Clause de réexamen .....	15
2.13.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles .....	15
2.13.4. Evolutions administratives .....	15
2.13.5. Evolutions technologiques .....	15
2.14. DEFAILLANCE DU TITULAIRE .....	16
2.15. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE .....	16
2.15.1. Contenu des prix .....	16
2.15.2. Forme et évolution des prix .....	16
2.15.3. Avance .....	17
2.15.4. Modalités de facturation et de règlement .....	17
2.15.5. Délai de paiement .....	18
2.15.6. Suspension du délai global de paiement .....	18
2.15.7. Intérêts moratoires .....	18
2.15.8. Nantissement et cession de créance .....	19
2.16. CONFIDENTIALITE .....	19
2.16.1. Obligations du Titulaire .....	19
2.16.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations .....	20

2.17. RESPONSABILITE - ASSURANCES .....	20
2.18. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLES L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) .....	20
2.18.1. <i>Résiliation pour motif d'intérêt général</i> .....	20
2.18.2. <i>Résiliation aux torts du Titulaire</i> .....	21
2.18.3. <i>Résiliation pour événements liés au marché</i> .....	21
2.19. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	21
2.20. LITIGES .....	21
2.21. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE .....	22

## **PARTIE 1 - CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES**

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché public relatives au contrôle du rejet des effluents des laboratoires sont décrites dans les paragraphes suivants.

### **1.1. Exigences réglementaires**

Le Titulaire du marché se conformera en tous points à l'ensemble des réglementations en vigueur portant sur l'activité en lien avec les contrôles environnementaux réglementaires du rejet des effluents de laboratoire, et notamment aux textes mentionnés ci-dessous :

- FD T 90-523-2 Juin 2017 : Guide d'échantillonnage pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement \_ Partie 2 : Echantillonnage d'eaux résiduaires
- NF EN ISO 5667-1 : Qualité de l'eau – Echantillonnage – Partie 1 : Lignes directrices pour la conception des programmes et des techniques d'échantillonnage
- NF EN ISO 5667-3 : Echantillonnage – Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau
- NF EN ISO 5667-3 : Echantillonnage – Partie 10 : Guide pour l'échantillonnage des eaux résiduaires

Cette liste n'est pas exhaustive, le Titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable en matière de contrôles environnementaux réglementaires, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il revient au Titulaire de mettre immédiatement en conformité son activité en cas d'évolution législative ou réglementaire, l'EFS se chargeant de l'informer des évolutions impactant son secteur d'activité.

Toute modification réglementaire pendant la durée d'exécution du marché devra impérativement faire l'objet d'une communication à l'EFS-OCPM et être prise en considération par le Titulaire sans supplément de coût.

### **1.2. Description des prestations attendues**

#### **1.2.1. Sites concernés**

La prestation de contrôle du rejet des effluents des laboratoires concerne les sites ci-dessous, selon les Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) en vigueur :

- Toulouse Plateau Technique (lot 1)
- Toulouse INCERE (lot 1)
- Tarbes (lot 1)
- Rodez (lot 1)
- Montpellier Cazal (lot 2)
- Nîmes (lot 2)

L'EFS se réserve le droit en cas de nouvelles installations / activités de recourir au rajout ou au retrait de sites pour être conforme à la réglementation.

### 1.2.2. Paramètres à mesurer

Les paramètres à mesurer sont détaillés en annexe 1 selon les autorisations de déversements des eaux usées ou conventions d'occupation des locaux des sites concernés à ce jour.

L'EFS se réserve le droit en cas d'évolution de la réglementation ou en fonction de l'évolution du parc matériel de l'EFS Occitanie de recourir au rajout ou au retrait de paramètres. Dans le cadre de rajout de paramètres, l'EFS fera une demande de devis auprès du Titulaire sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

### 1.2.3. Fréquence

La fréquence des prestations est indiquée à l'annexe 1 selon les AAD à ce jour. La fréquence est susceptible de varier à la hausse comme à la baisse et le Titulaire devra s'y conformer. Les bons de commande seront ajustés selon l'évolution des AAD.

### 1.2.4. Exigences

La prestation englobera la fourniture du matériel et des consommables nécessaires aux différents relevés et la fourniture d'un rapport final révélant la conformité ou non des effluents rejetés en fonction des critères d'acceptation fixés par les autorisations de déversement des eaux usées non domestiques.

Le candidat devra fournir le descriptif des méthodes utilisées et le descriptif de tous les appareils de mesure (marque / modèle / caractéristiques métrologiques) dans son offre technique.

Il devra également indiquer dans son offre les moyens mis en œuvre pour assurer la traçabilité et l'enregistrement des échantillons.

La mise à disposition d'un site extranet permettant le suivi du marché (prise de RDV, suivi des interventions, rapports...) est souhaitable

### 1.2.5. Spécifications techniques

Le détail des spécifications techniques figure en annexe 1.

### 1.2.6. Livrables attendus

A l'issue de chaque intervention et avant de quitter le site, le Titulaire établira un procès-verbal ou bon d'intervention qui devra être signé par les deux parties. L'original est conservé par l'EFS et une copie pourra être faite pour le Titulaire si besoin.

En cas d'anomalie constatée par le Titulaire sur les paramètres mesurés, **un rapport partiel (résultat brut du paramètre mesuré, détail de l'anomalie, site, date d'intervention) devra être transmis à l'EFS-OCPM sous 7 jours ouvrés à compter du prélèvement.**

**Les résultats définitifs (rapport complet) seront communiqués à l'EFS, dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter du prélèvement sur site,** par mail ou par le biais d'un site Internet mis à disposition de l'EFS.

Le rapport final devra comporter au moins les éléments suivants :

- La date d'intervention,
- L'identification de l'intervenant,
- L'identification du lieu d'intervention (adresse du site),
- La réglementation et les normes qui encadrent l'intervention,
- Les conditions du prélèvement (localisation du point de prélèvement, nature de l'eau, caractéristiques de mesure du débit, asservissement),

- Résultats de mesures du débitmètre,
- Résultats des analyses réalisées au laboratoire (paramètres, résultats en concentration et en flux, unité, seuil, statut de la conformité),
- Les certificats d'étalonnage devront être joints en annexe de chaque rapport,
- Les textes de références,
- Une conclusion finale approuvée et signée de conformité par local/matériel et par type de contrôle avec classification (ou valeur) mesurée par rapport à la classification (ou valeur) attendue.

#### **1.2.7. Contrôles supplémentaires**

En cas de besoin de contrôle supplémentaire, l'EFS-OCPM contactera le Titulaire pour organiser un nouveau contrôle qui devra être effectué sous un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la demande (= délai d'intervention). Ce nouveau contrôle se fera selon la tarification établie à l'annexe financière.

#### **1.2.8. Accompagnement du Titulaire à l'EFS**

Le Titulaire devra assurer un service de conseil technique en cas de non-conformité des résultats et un accompagnement à la mise en place d'actions. Le Titulaire indiquera dans son mémoire comment il assure cette mission.

### **1.3. Confidentialité, sécurité des accès**

Le Titulaire et son personnel s'engagent à ne pas divulguer les résultats des interventions et à respecter la confidentialité des données recueillies.

### **1.4. Sécurité et hygiène**

La prestation (méthodologie, appareillage...) ne devra pas gêner l'activité du personnel.

Les règles d'accès aux locaux devront être respectées. Les locaux étant protégés par des accès limités, le Titulaire s'engage à restituer le matériel mis à sa disposition à la fin de son intervention (badges, clefs, accès zones classées...).

Les intervenants du Titulaire pourront être accompagnés par des techniciens du pouvoir adjudicateur ou l'un des Titulaires des contrats de maintenance en cours : à cet effet, il est impératif que le Titulaire respecte les jours et horaires convenus.

Pour les contrôles nécessitant une zone « en activité », ils ne devront pas mettre en péril les produits manipulés, le personnel et les locaux.

Le Titulaire devra respecter les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'établissement. Lors de la réunion de démarrage, l'EFS informera le Titulaire des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'établissement. Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les consignes données par l'EFS.

Le matériel servant aux mesurages devra être nettoyé/désinfecté selon les procédures en vigueur dans le service. Après les contrôles, les zones contrôlées devront être nettoyées.

### **1.5. Plan de prévention**

En application de l'article R4512-6 du Code du Travail, les parties contractantes, le Pouvoir Adjudicateur d'une part, et le candidat retenu d'autre part, étant informées réciproquement des risques particuliers qui peuvent résulter de l'exercice simultané en un même lieu des activités

des deux entreprises, auront obligation, lors de la notification du marché, de définir en commun un plan de prévention avant tout début de prestation.

## **1.6. Management du marché**

### **1.6.1. Interlocuteur unique du Titulaire**

Le Titulaire désignera un interlocuteur unique capable d'engager la responsabilité de son entreprise. Les coordonnées de cet interlocuteur (nom, téléphone et adresse email) devront être communiquées dans l'offre technique. Cet interlocuteur unique et la personne responsable de l'exécution du marché de l'EFS-OCPM seront les interlocuteurs techniques officiels.

### **1.6.2. Personnel affecté au marché**

#### **Pour le Titulaire :**

Le Titulaire désigne une équipe dont la compétence et la qualification sont adaptées à la prestation demandée dans le cadre de ce marché.

Le personnel intervenant du Titulaire est formé et habilité à la réalisation de la prestation. Les preuves de cette qualification (diplôme, attestation de formation, référence sur d'autres installations similaires ou tout autre document attestant de cette qualification particulière) devront être remis par le Titulaire à l'EFS lors de la réunion de démarrage, et à chaque changement d'intervenant.

Tous les outillages portatifs et moyens techniques nécessaires à la réalisation des interventions seront à la charge du Titulaire, son personnel devra y être formé et le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire assurera l'encadrement hiérarchique et le contrôle de ses personnels présents sur le site.

#### **Pour l'EFS :**

- Le Responsable du Service HSE, ou toute autre personne désignée par lui, sera chargé du suivi technique de l'exécution des prestations
- Le Responsable du Service Achats, ou toute autre personne désignée par lui, sera chargé du suivi contractuel du marché.

### **1.6.3. Réunions de marché**

Une réunion de démarrage aura lieu avec le Titulaire avant le début d'exécution des prestations objet du marché. Elle réunira au minimum :

- Un représentant du Titulaire
- Un représentant du service technique et un représentant du service HSE de l'EFS-OCPM
- Le responsable achats de l'EFS-Occitanie ou toute personne désignée par lui à cet effet.

Au cours de cette réunion, les points suivants seront abordés :

- Lecture commune des différents documents du marché,
- Désignation de l'interlocuteur privilégié de l'EFS-OCPM et du Titulaire pour le suivi de l'exécution technique de la prestation,
- Rappel des règles de sécurité, d'hygiène et du règlement intérieur l'EFS

- Rédaction du plan de prévention, le cas échéant.

Des réunions de suivi de marché seront organisées à minima une fois par an en présentiel à Toulouse ou en visioconférence. Au cours de cette réunion, les points suivants seront abordés :

- Evolution de la législation,
- Récapitulatif des interventions du Titulaire,
- Eventuelles difficultés rencontrés lors des interventions,
- Actions de progrès / pistes d'amélioration continue,
- Point sur les commandes, facturation et paiements,
- Bilan des audits menés par le service Qualité de l'EFS-OCPM, le cas échéant.

Pour chaque réunion entre le Titulaire et l'EFS-OCPM, le représentant de l'EFS établira un compte-rendu mentionnant les principales décisions prises et assurera un suivi des actions ou des mesures à prendre.

#### 1.6.4. Audits

Pendant la durée du présent marché, le Titulaire accepte d'être audité par l'EFS. Cet audit est mandaté par l'EFS auprès d'experts (personnel ou sous-traitant de l'EFS). Il porte potentiellement sur tout sujet permettant à l'EFS d'apprécier les conditions d'exécution du marché et le respect de la réglementation applicable.

Les audits pourront notamment porter sur les points suivants :

- Formation du Personnel,
- Suivi des entretiens des matériels,
- Facturation,
- Gestion des anomalies et non conformités,
- Modes de communication avec l'EFS,
- Respect des modes opératoires et référentiels si existants,
- Gestion des changements humains ou matériels,
- Intervenants au cours de la prestation.

Conformément à la réglementation, le Titulaire accepte d'être le cas échéant inspecté par les autorités réglementaires.



## **PARTIE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **2.1. Objet du marché public**

Le présent marché a pour objet des prestations de contrôle de rejet des effluents de laboratoires pour le compte de l'Etablissement Français du Sang Occitanie.

### **2.2. Procédure de passation**

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par les articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique

### **2.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires**

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

### **2.4. Allotissement**

Le marché public est composé de 2 lots définis comme suit :

- Lot 1 : contrôle de rejet des effluents de laboratoires des sites situés en ex région Midi-Pyrénées ;
- Lot 2 : contrôle de rejet des effluents de laboratoires des sites situés en ex région Languedoc-Roussillon.

### **2.5. Forme du marché public**

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum de 39 999 € HT (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

<b>Lots</b>	<b>Description</b>	<b>Maximum (en euros HT)</b>
<b>1</b>	Contrôle de rejet des effluents de laboratoires des sites situés en ex région Midi-Pyrénées	<b>15 999 €</b>
<b>2</b>	Contrôle de rejet des effluents de laboratoires des sites situés en ex région Languedoc-Roussillon	<b>23 999 €</b>

### **2.6. Estimation du marché public**

Le montant du marché est estimé à 32 800 € HT :

- Lot 1 : 13 200 € HT

- Lot 2 : 19 600 € HT

## **2.7. Durée du marché public**

Le marché public prend effet à compter du 01/06/2025 ou à sa date de notification si elle est postérieure à celle-ci, pour une durée ferme de 12 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible expressément 3 fois pour une période de 12 mois, selon les dispositions du présent document.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

## **2.8. Langue d'exécution du marché public**

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français).

## **2.9. Pièces constitutives du marché public**

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures ; courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Cadre de Réponse Technique complété

Par dérogation à l'article 1er du CCAG FCS, le présent document ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du présent document est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## **2.10. Exécution du marché public**

### **2.10.1. Développement durable**

#### **2.10.1.1. Obligations environnementales**

Soucieux de s'inscrire dans une démarche d'achat durable et écoresponsable, l'EFS est attentif à toute démarche de développement durable que le titulaire met en place dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché.

#### **2.10.1.2. Clause d'insertion sociale**

Sans objet.

### **2.10.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**

#### **2.10.2.1. Emission des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le(s) RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

#### **2.10.2.2. Délais d'exécution des bons de commande**

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de deux (2) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière

détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

#### **2.10.2.1. Vérification et admission**

Sous réserve des stipulations du présent CCP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 22 à 25 du CCAG.

### **2.11. Pénalités**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures non livrées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### **2.11.1. Pénalités de retard**

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du RPA.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondant aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

En cas de retard du fait du Titulaire dans l'exécution des prestations (intervention, restitution des résultats, rapport, etc...) selon le planning établi ou selon les délais contractuels, il encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard.

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

Sont notamment considérés comme des manquements, les points suivants, (liste non exhaustive) :

- Non-respect de la réglementation applicable ;
- Non-respect des procédures internes ou de contrôles ;
- Non-respect du devoir de conseil d'accompagnement à la mise en place d'actions en cas de non-conformité ;
- Non remise ou non signature du bon/procès-verbal à l'issue de l'intervention ;
- Discordance entre bon/procès-verbal et rapport de contrôle ;

- Rapport final incomplet ou erroné.

Peuvent également être considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 30 € par manquement :

- Non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS ;
- Réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande ;
- Envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire ;
- Pour non-respect des exigences environnementales.

### 2.11.2. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

## 2.12. Sous-traitance

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou DC4) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au titulaire

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

En application des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande publique, le sous-traitant doit adresser sa demande de paiement au titulaire du marché ainsi qu'à l'EFS et ce dans le respect des articles précités. Il joint la copie des factures établies au nom du titulaire, à sa demande de paiement.

Conformément à l'article R.2193-12, le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la plus tardive des formalités suivantes :

- La réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord exprès du titulaire concernant la demande de paiement du sous-traitant ou de son accord tacite, si dans le délai de 15 jours qui lui est imparti, il n'a pas formellement opposé son refus au paiement direct ;
- La réception par l'EFS de la copie de la facture adressée au titulaire et de l'accusé de réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement du sous-traitant.

Précisions :

- La demande de paiement n'est pas une facture, elle doit être impérativement libellée au nom de l'EFS,
- Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire,
- Le titulaire reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse à l'EFS pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées, en les faisant apparaître distinctement

## **2.13. Modifications du marché public**

### **2.13.1. Modifications relatives au Titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### 2.13.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché ;
- Ajouter des sites au périmètre du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

### 2.13.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

### 2.13.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considéré, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### 2.13.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

Toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.



## 2.14. Défaillance du Titulaire

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## 2.15. Règlement financier du marché

### 2.15.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

### 2.15.2. Forme et évolution des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Ils sont ensuite révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P = P0 \times [0,15 + 0,85 (Im / I0 )]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé

P0 : prix initial des prestations de l'année de notification du contrat, éventuellement majoré ou minoré dans le cas d'avenants signés sur la période précédente

Im = valeur du dernier indice connu au moment de la demande de révision de prix

I0 : valeur initiale de l'indice au mois de référence, soit le mois de l'établissement des offres

L'indice de référence, publié par l'INSEE, est « Indices des prix de production des services français aux entreprises française – CPF 71.20 – Services de contrôle et analyses techniques », identifiant 010766587.

Le Titulaire transmet à l'EFS Occitanie au moins 2 mois avant la date de révision sa demande, soit :

- Par courrier recommandé (ou tout moyen permettant de donner date certaine) à l'adresse suivante : Etablissement Français du Sang Occitanie - Service Achats - 97 rue de Fenouillet – 31200 Toulouse
- Par courriel (l'adresse mail sera précisée à la réunion de démarrage).

La demande de révision des prix sera nécessairement accompagnée de l'annexe financière avec les prix révisés (fichier au format .pdf et .xls). Le détail des calculs ayant conduit à la révision tarifaire sera joint à ces documents.

La révision est à la charge du titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.



L'EFS-OCPM prend acte des modifications par notification au Titulaire de la décision d'ajustement par PLACE ou par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 2.5 % maximum. Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

### 2.15.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10% (que le titulaire soit une PME ou non).

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

### 2.15.4. Modalités de facturation et de règlement

#### 2.15.4.1. Facturation

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

#### 2.15.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à l'EFS Occitanie par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

#### 2.15.5. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission des Services, constatée par la réception du rapport d'analyse, en l'absence de réserves émises sur ce document.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies au marché, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS Occitanie se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 2.15.6. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

#### 2.15.7. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

### 2.15.8. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique. Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière. L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

## 2.16. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### 2.16.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

#### **2.16.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations**

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### **2.17. Responsabilité - Assurances**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

### **2.18. Résiliation du marché public (articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique)**

#### **2.18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### **2.18.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **2.18.3. Résiliation pour évènements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

## **2.19. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## **2.20. Litiges**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **2.21. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale**

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitant(s) remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail. Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>